



Casablanca
Maroc

3-4 novembre 2025

PROGRAMME

FONDATEUR



ORGANISATEUR



CO-HOST



HOST COUNTRY



Cérémonie d'ouverture

Speakers

- Amir BEN YAHMED / CEO, Jeune Afrique Media Group
- Nadia FETTAH / Ministre de l'Economie et des Finances, Royaume du Maroc
- Makhtar DIOP / Directeur Général, SFI

Modérateur

- Anne-Marie DIAS BORGES / Journaliste et Modératrice,

Panel d'ouverture | Nouvelle architecture mondiale : où l'Afrique peut-elle se tourner pour obtenir les financements dont elle a besoin ?

« La dépendance extérieure n'est pas une stratégie de développement efficace », avertit la Banque africaine de développement dans ses perspectives économiques 2025. Malgré une hausse de 75 % des investissements directs étrangers l'an dernier, le contexte mondial actuel assombrit les perspectives. Pour bâtir sa souveraineté financière, l'Afrique doit se tourner vers les milliers de milliards de capitaux locaux encore sous-utilisés, tout en créant des instruments hybrides innovants et en intégrant les 1,55 milliard d'Africains aux marchés de capitaux. Comment un continent encore fortement endetté peut-il renforcer sa souveraineté financière et financer son développement, notamment les MPME, les infrastructures énergétiques vitales et l'innovation numérique ?

Points clés :

- Capital institutionnel : comment convaincre fonds pension et fonds souverains à soutenir la croissance des économies locales ?
- Comment le secteur financier peut-il renforcer les champions privés dans les secteurs aujourd'hui dominés par des acteurs internationaux ?
- Dans quels domaines les plateformes numériques et les technologies financières peuvent-elles avoir le plus grand impact pour canaliser l'épargne nationale vers des investissements productifs ?

Speakers

- Nadia FETTAH / Ministre de l'Economie et des Finances, Royaume du Maroc
- Makhtar DIOP / Directeur Général, SFI
- Aigboje AIG-IMOUKHUEDE / Président, Access Holdings and Coronation Group
- Jules NGANKAM / Group CEO, African Guarantee Fund

Modérateur

- Manal BERNOUSSI / Fondatrice & Directrice Générale, Leaders on Purpose

État du marché | Baromètre du secteur financier africain 2025

Deloitte et l'AFIS dévoilent les résultats du 5e Baromètre de l'industrie financière africaine, une enquête annuelle qui recueille les opinions des leaders du secteur bancaire, des assurances, des fintechs et des marchés de capitaux. Le rapport met en lumière la manière dont le secteur réagit aux nombreux bouleversements que connaît la finance mondiale.

Speakers

- Hicham BELEMQADEM / Managing Partner Audit & Assurance Maroc, Deloitte

Panel | Financement du commerce africain : les banques africaines peuvent-elles tenir les rênes ?

Les banques panafricaines pourraient s'imposer comme principales correspondantes bancaires pour le commerce intra-africain et les exportations vers le continent, aujourd'hui dominés par les acteurs internationaux. Mais elles sont pénalisées par l'insuffisance de leurs réserves de change et la faiblesse de leurs notations de crédit, ainsi qu'une perception du risque défavorable. De leur côté, bien que les banques locales pénètrent les centres financiers mondiaux et combinent les vides laissés par le retrait de banques internationales, sont-elles en mesure de jouer un rôle plus important dans le financement du commerce sans dépendre excessivement des IFD ? Quelles leçons peuvent-elles tirer des banques des marchés émergents asiatiques ?

Points clés :

- Confiance et gouvernance : quels freins les banques africaines doivent-elles lever pour devenir des correspondants de référence pour les exportateurs mondiaux ?
- Finance intégrée et offres numériques innovantes : quelles solutions pour faire des banques locales des acteurs de premier plan ?
- Comment surmonter les lacunes en matière de garanties des PME et de données de crédit pour permettre aux banques africaines de dominer le financement du commerce transfrontalier ?

Speakers

- Thierry HEBRAUD / CEO, Mauritius Commercial Bank (MCB)
- Serge RAYMOND / CEO, Vista Bank France
- Rabah RAHMANI / Directeur Général, Zenith Bank France

Expert

- Carolyne GATHINJI / Associée, McKinsey & Company

Strategic Roundtable | Microfinance : Sortir des modèles fondés sur l'endettement

Les institutions de microfinance (IMF) font face à un cadre réglementaire fragmenté en Afrique : certaines ont la possibilité de mobiliser de l'épargne, d'autres doivent se limiter à l'octroi de crédit. Dans les marchés axés uniquement sur le crédit, elles doivent recourir à des financements alternatifs — prêts, obligations ou titrisation — pour soutenir leur croissance, soulevant des questions de pérennité. Même lorsque l'épargne est autorisée, de nombreuses IMF restent fortement dépendantes de l'endettement, avec des ratios épargne/crédit souvent inférieurs à 50 %. Cette table ronde réunit IMF, institutions de financement du développement et régulateurs pour comprendre comment favoriser une approche plus équilibrée et pérenne.

Points clés :

- Quels cadres de protection des consommateurs pour renforcer la confiance, mobiliser l'épargne et réduire la dépendance à la dette ?
- Comment développer l'épargne à grande échelle en digitalisant ?
- Dans quelle mesure les réformes réglementaires peuvent-elles ouvrir la voie à une "épargne en toute sécurité" ?

Speakers

- Béata HABYARIMANA / CEO, FINAFRICA
- Mona ZULFICAR / Presidente & Fondatrice, Al Tadamun Microfinance Foundation
- Philip SIGWART / CEO, Baobab Group
- Joel AFFOYON / CEO, Fonds National de la Microfinance, Bénin (FNM)

Modérateur

- Cheick-Oumar SYLLA / Directeur de division, Afrique du Nord et Corne de l'Afrique, IFC

Panel | Entreprises en croissance: Financier les PME pour booster l'emploi en Afrique

Les PME emploient 80 % de la main-d'œuvre en Afrique, et neuf nouveaux emplois sur dix sur le continent sont créés par des entreprises en croissance. Comment les acteurs du secteur financier africain peuvent-ils mieux contribuer à l'agenda continental pour l'emploi en renforçant leur soutien aux petites et moyennes entreprises en expansion, en particulier celles dirigées par des femmes et des jeunes entrepreneurs ? Quels enseignements pouvons-nous tirer des autres continents ?

Speakers

- Akef EL MAGHRABY / CEO, Suez Canal Bank
- Ethiopis TAFARA / Vice-Président Régional, Afrique, SFI

Modérateur

- Aurélie M'BIDA / Rédactrice en Chef Business et Économie, Jeune Afrique

Disrupters Club Roundtable | Comment rebâtir des écosystèmes d'investissement durables pour les fintechs africaines ?

Paystack, rachetée par le géant mondial Stripe pour 200 M\$, et Moniepoint, fondée il y a dix ans et désormais valorisée à 1 Md\$, prouvent que l'Afrique regorge de talents fintech de classe mondiale. Alors que le financement technologique continental a chuté de 33 % en glissement annuel en 2024 – notamment pour les tours d'amorçage – le capital patient, bien structuré et les dispositifs de soutien seront-ils au rendez-vous pour accompagner la prochaine génération de talents ? Une table ronde réunissant startups, investisseurs et régulateurs explore comment créer un environnement propice à l'émergence et à la croissance des idées fintech les plus audacieuses.

Points clés :

- Comment VC locaux, institutions financières internationales et acteurs publics peuvent-ils unir leurs forces pour bâtir de vrais pipelines de capital ?
- Dans un contexte de ressources limitées, comment les fondateurs fintech peuvent-ils démontrer qu'ils sont prêts pour les investisseurs ?
- Au-delà du financement : quel rôle pour le mentorat, l'accompagnement et la conformité réglementaire afin de faire grandir les startups ?

Speakers

- Evelyn KAINGU / CEO, Lupiya
- Mary PORTER PESCHKA / Directrice de la Division pour l'Afrique de l'Est, IFC
- Sophia ALJ / Co-Fondatrice & COO, Chari
- Kaivan SATTAR / Fondateur & CEO, Asaak
- Lina KACYEM / Directrice, Afrique Francophone, Launch Africa Ventures

Modérateur

- Babacar SECK / Fondateur et Associé Gérant, Askya Investment Partners

Panel | Capital-investissement : Comment préparer les sorties de private equity via les marchés de capitaux

En 2024, moins de 10 % des sorties de fonds de private equity en Afrique sont passées par des IPO,. Alors que les cessions industrielles et secondaires restant dominantes. Ce, cette faiblesse déficit pèse sur le développement des marchés boursiers. Un frein souvent négligé : ISi les entreprises en portefeuille ne sont pas toujours préparées à une cotation (gouvernance, reporting, transparence). Pourtant, certains investisseurs comme Mediterrania Capital Partners ont structuré des IPO réussies en intégrant très tôt une logique de « listing-readiness ». Cette table ronde réunit investisseurs et régulateurs pour explorer les solutions concrètes afin de faire des IPO une option réaliste et scalable en Afrique.

Points clés :

- Gouvernance, audit, transparence, engagement investisseur : Quels processus de préparation à la cotation les fonds doivent-ils intégrer dès l'investissement ?
- Comment les Bourses africaines peuvent-elles proposer des voies de sortie sur mesure : IPO progressives, segments mid-cap, régimes allégés de divulgation ?
- Quels outils collaboratifs (diagnostic précoce, dialogues GP-Bourse, partenariats marchés de capitaux) pour accélérer l'adoption des IPO ?

Speakers

- James MWORIA / CEO, Centum Investment
- Josephine Okui OSSIYA / CEO, Autorité des Marchés de Capitaux- Ouganda
- Nasser SEDDIQI / Directeur du Pôle Métier - Gestion d'actifs, Émetteurs, Marchés, AMMC
- Omar BEKKALI / Directeur, AfricInvest Group
- Vasco JANUÁRIO / Directeur Executive , Comissão do Mercado de Capitais (CMC) - Angola
- Dahlia KHALIFA / Directrice régionale, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest anglophone , IFC

Modérateur

- Damien JACQUART / Leader Financial Advisory, Afrique francophone, Deloitte

Panel des superviseurs d'assurances | Comment dépasser un taux de pénétration inférieur à 3 % ?

Avec 2,4 % en vie et 1,1 % en non-vie, l'assurance africaine reste bien en deçà des standards mondiaux, et des millions restent sans protection face aux chocs climatiques, sanitaires et économiques. Dans l'agriculture, moins de 3 % des petits exploitants sont couverts, tandis que les ménages comptent encore sur les tontines comme filet de sécurité. Alors que plus des deux tiers des PDG interrogés par ContinentalRe affirment que les taux de pénétration ne sont pas leur priorité, comment les superviseurs peuvent-ils digitaliser l'accès et connecter les pratiques informelles aux marchés formels ? Quel plan coordonné permettra enfin une assurance inclusive et résiliente à grande échelle ?

Points clés :

- Comment la collaboration entre États et superviseurs peut-elle transformer la couverture de l'agriculture et du secteur informel en opportunité rentable pour le secteur privé ?
- Quels leviers réglementaires (obligations, souscription digitale, subventions de primes) peuvent permettre de démultiplier l'assurance agricole et micro-assurance ?
- Confiance, ancrage local et supervision réglementaire : le trio magique pour intégrer les structures informelles dans les systèmes formels ?

Speakers

- Baghayo SAQWARE / Commissaire et Directeur Général, Autorité de régulation des assurances de Tanzanie
- Namakau MUNDIA NTINI / CEO, Autorité des pensions et des assurances, République de Zambie
- Aldemiro GONCALVES / Administrateur Executif, Agência Angolana de Regulação e Supervisão de Seguros - ARSEG

Expert

- Mehdi TAZI / Président, Cover Edge

Modérateur

- Kenneth IGBOMOR / Rédacteur Marchés, Afrique de l'Ouest, CNBC Africa

Women In Finance Workshop | Comment combler les angles morts de la gouvernance sur l'égalité salariale, la progression et la rétention ?

Plus de 35 gouverneurs de banques centrales sont des hommes, contre seulement trois femmes (8 %), et des centaines de DG de banques et assurances africaines restent masculins, avec très peu de femmes. Malgré une prise de conscience croissante, les inégalités persistent, notamment en matière d'équité salariale, de progression et de représentation au conseil. Seuls 23 % des conseils comptent plus de 25 % de femmes (Baromètre AFIS?Deloitte), et 2025 marque le plus faible taux de dirigeantes en cinq ans. Depuis 2012, la Banque centrale du Nigeria impose aux banques commerciales un minimum de 40 % de femmes en direction, produisant plusieurs DG féminines, rare ailleurs en Afrique. Un atelier réunit les dirigeants pour repenser la gouvernance et proposer des réformes.

Speakers

- Oluwatoyin SANNI / Fondatrice / Vice-présidente exécutive, Emerging Africa Group

Modérateur

- Souad EL HAMDI / Associée , Forvis Mazars

Strategic Roundtable | Risques climatiques : Comment étendre les pools régionaux ?

Face à des coûts de réassurance élevés et à l'augmentation du nombre d'inondations et sécheresses, des pools de risques régionaux plus robustes deviennent indispensables pour soutenir les assureurs. L'African Risk Capacity de l'Union africaine, l'Africa Nature Risk Pool soutenu par le COMESA, et le Fonds de solidarité du Maroc de 275 millions de dollars visent ainsi à renforcer la résilience du secteur et à étendre la couverture. Mais alors qu'Old Mutual prévoit une hausse de 10 % des primes en 2024 liée aux événements climatiques, des capitaux supplémentaires seront sans doute nécessaires pour maintenir l'accessibilité de l'assurance. Cette table ronde explore comment une coopération régionale entre assureurs, réassureurs, gouvernements et bailleurs pourrait consolider ou créer de nouveaux pools régionaux.

Points clés :

- Petites exploitations agricoles, dommages aux biens des entreprises : quels segments de risques nécessitent en urgence de nouveaux pools ou l'extension de ceux existants ?
- Prélèvements sur les primes, financement du développement : d'où viendra le capital pour alimenter ces pools de risques ?
- African Risk Capacity, UA, blocs régionaux, BRICS : quelles plateformes pour bâtir les futurs pools régionaux ou panafricains ?

Speakers

- Ewan WHEELER / CEO, ACRE Africa
- Barbara CHESIRE / Directeur Général, AB Entheos
- Mamadou DEME / Directeur des Assurances, Ministère des Finances et du Budget
- Hope MURERA / CEO, ZEP-RE
- Ouafae MRIOUAH / CEO, Atlantic Re
- Moubarak MOUKAILA / Directeur du Financement du Développement Durable, BOAD

Modérateur

- Sara LEMNIEI / CEO, SLK Capital

Panel | Des milliards dormants : comment activer l'épargne institutionnelle africaine ?

Les grands investisseurs institutionnels africains (caisses de retraite et caisse des dépôts) gèrent désormais 230 milliards de dollars. Mais moins de 10 % des fonds de pension sont investis sur les marchés de capitaux locaux hors Afrique du Sud et Nigeria — et à peine 1,5 % en infrastructure ou actifs alternatifs. En Ouganda, les actions cotées représentent moins de 1 % des allocations malgré des actifs équivalents à 12 % du PIB. La majorité des fonds de pensions reste placée en titres d'État à court terme, freinée par les plafonds réglementaires, la faible liquidité des marchés et les coûts de transaction. Alors que le Kenya et l'Afrique du Sud testent des modèles de fonds communs pour investir dans les infrastructures, la CDG au Maroc démontre comment une caisse des dépôts peut servir de catalyseur pour le financement local. Quelles réformes structurelles permettront de débloquer le capital long partout en Afrique ?

Points clés :

- Quels instruments peuvent catalyser l'investissement institutionnel : obligations vertes, dette PME, infrastructures titrisées ?
- Comment des plateformes régionales mutualisées et des rehaussements de crédit peuvent-ils lever les barrières d'échelle et de liquidité ?
- Quelles réformes faire pour diversifier les allocations de long terme, sans compromettre rendement ni solvabilité ?

Speakers

- Cristina DIAS LOURENÇO / CEO, Bourse de valeurs de l'Angola (BODIVA)
- Gilles TCHAMBA / CEO, l'Archer

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste, CGTN/Bloomberg

Disrupters Club Panel | Financement des PME–TPE pilotés par l'IA : quels partenariats construire entre banques, fintech et IMF ?

Les partenariats entre banques, fintechs et IMF sont essentiels pour offrir des services digitaux aux 44 millions de PME–TPE d'Afrique, mais leur réussite dépend de leur structuration. Certains échouent à cause de conflits de concurrence, tandis que d'autres, comme M-Shwari (Safaricom-NCBA), réussissent brillamment. Des accords clairs sur la répartition des profits et des données, la gestion des responsabilités en cas de fraude et une intégration API fluide sont cruciaux. De la notation crédit par IA aux paiements instantanés créant l'historique transactionnel, comment structurer ces partenariats pour combler le trou de 330 milliards \$ de financement des PME africaines??

Points clés :

- Quels sont les facteurs déterminants d'un partenariat gagnant banque–fintech–IMF??
- La montée en puissance des fintechs et des opérateurs télécoms, ainsi que l'expansion des capacités fintech des banques, menacent-elles l'avenir de ces partenariats??
- Comment les nouvelles frontières de l'IA en scoring de crédit, détection de fraudes et analyse des transactions peuvent-elles soutenir les PME à grande échelle??

Speakers

- Rajat DAYAL / CEO, Yabx
- Coura Carine SENE / Directrice Régionale, Wave Mobile Money Group
- Nabil AMAR / Chairman, Cash Plus
- Abdeslam ALAOUI SMAILI / CEO, HPS
- Mayowa KUYORO / Associée et responsable de la Fintech et des paiements pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, McKinsey & Company

Modérateur

- Aruoture ODDIRI / Présentateur TV, Arise TV

Conversation with | Ces néobanques qui bousculent l'ordre établi

Les banques 100% digitales connaissent un essor rapide. Des licornes comme MNT-Halan, TymeBank ou Moniepoint sont désormais rejoints par des acteurs historiques (OM Bank d'Old Mutual, Fingo d'Ecobank) et des géants mondiaux en quête de croissance (comme Revolut en Afrique du Nord). Sans détrôner les grandes banques, ces néobanques prospèrent dans les segments peu servis, concurrençant les établissements de second rang et les institutions de microfinance grâce à des portefeuilles numériques faciles d'utilisation et des systèmes de scoring alternatifs. Mais alors que beaucoup d'entre elles sont encore déficitaires, leurs modèles sont-ils durables ? Deux leaders du secteur dévoilent leur stratégie de croissance.

Speakers

- Mounir NAKHLA / CEO & Fondateur, MNT-Halan

Modérateur

- Nicholas NORBROOK / Rédacteur en chef, The Africa Report

Bourses africaines?: faire émerger des champions familiaux cotés est? il la clé du décollage??

Les entreprises familiales (FOBs) constituent 70 % du secteur privé africain mais leur développement est fortement freiné par un accès difficile aux financements à long terme. Des IPO comme celles de Boxer (471 M \$ levés), la récente introduction en bourse de Shri Krishana Overseas Ltd sur le Nairobi Securities Exchange, et de WeBuyCars (441 M \$) démontrent le potentiel des marchés de capitaux pour les entreprises familiales. Tout comme l'introduction à Casablanca de TGCC, Akdital ou Vicenne. Pour autant, la crainte de perte de contrôle, l'incertitude sur la valorisation et le manque d'accompagnement des familles dirigeantes freinent toujours les introductions dans de nombreuses régions, comme en Afrique de l'Ouest francophone. Comment les bourses peuvent-elles devenir de véritables partenaires en proposant des structures de cotation idoines, des outils de gouvernance adaptés aux réalités africaines et des cotations transfrontalières via l'AELP ?

Points clés :

- Comment permettre aux entreprises familiales africaines d'accéder aux marchés publics tout en conservant leur contrôle stratégique et leur pouvoir de décision sur le long terme??
- De quelle manière la cotation peut-elle devenir un levier de succession intergénérationnelle, de gouvernance et de professionnalisation des entreprises familiales??
- Quels dispositifs et innovations les bourses africaines doivent-elles mettre en place pour soutenir l'expansion régionale des FOBs et attirer un capital patient de long terme??

Speakers

- Temi POPOOLA / CEO, Nigerian Exchange Group
- Felix AMENOUNVE / Directeur Général, BRVM
- Jean KACOU DIAGOU / Fondateur & Président, Groupe NSIA
- Hana TEHELKU / Directrice Générale, Autorité Éthiopienne des Marchés de Capitaux

Expert

- Sidy DIAKHOUMPA / Associé – Responsable du conseil Services financiers, Forvis Mazars

Modérateur

- Fatima OURIAGHLI / CEO, Finances News Hebdo & Bourse News

Panel | Pression fiscale : comment les institutions financières peuvent-elles gérer leur exposition à la dette souveraine ?

Banques, assurances et gestionnaires d'actifs africains redoutent que les États ne les obligent à investir massivement dans la dette souveraine – au détriment du financement du secteur privé – alors que les gouvernements sont en grande difficulté : en 2024, le service de la dette a accaparé jusqu'à 50 % de leurs recettes publiques. Considérés jusqu'ici comme des valeurs sûres, les titres publics pourraient, dans ce contexte, enfermer ces acteurs dans ce que les universitaires appellent une « étreinte mortelle » avec l'État, les rendant vulnérables aux crises de change et aux restructurations de dette (comme récemment au Ghana). Comment le secteur financier peut-il atténuer ces risques ? Quelles mesures et quels outils sont nécessaires pour favoriser la diversification, du financement souverain vers les investissements privés ?

Points clés :

- Jusqu'où les gouvernements peuvent-ils solliciter les banques commerciales sans mettre en péril l'équilibre du système financier ?
- Dans quelle mesure les acteurs financiers doivent-ils se diversifier de la dette souveraine face aux perspectives d'endettement public en 2026 ?
- Couverture des risques, assurance-crédit, diversification : quelle stratégie de gestion des risques les banques peuvent-elles élaborer pour se protéger efficacement ?

Speakers

- Dr Patrick NJOROGE / Chair, AFIS Supervisory Council

Expert

- Dr. Reza BAQIR / Directeur Général, Alvarez & Marsal

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

Panel | Crédits douteux : comment soulager les banques africaines grâce aux marchés secondaires ?

Les marchés secondaires de créances douteuses (NPL) peuvent apporter un souffle d'air frais aux banques africaines confrontées à des ratios préoccupants — près de 16% au Kenya et dans la CEMAC, et autour de 9% dans l'UEMOA. En cédant ces actifs en souffrance à des investisseurs privés, comme cela a été fait en Europe après la crise de 2008, les banques pourraient réduire leur exposition. Mais pour attirer ces acheteurs, la mise en place de cadres réglementaires appropriés, la réduction des écarts de valorisation et l'amélioration de la transparence des données sont impératifs. Cette table ronde réunira régulateurs, investisseurs spécialisés et banques commerciales pour définir les conditions d'un marché NPL africain dynamique.

Points clés :

- Quels mécanismes d'exécution des créances et qualité de données de crédit sont nécessaires pour attirer des investisseurs sur les marchés secondaires de créances douteuses ?
- Comment créer des véhicules d'investissement facilitant la vente et le traitement des créances douteuses ?
- Quelles sont les bonnes pratiques de résolution des créances douteuses, notamment en dehors des procédures judiciaires ?

Speakers

- Rowan GORDON / CEO, Nimble Group
- Hadiza AMBURSA / Directrice exécutive, Banque commerciale, Access Bank
- El-Hassana KABA / Founder - CEO, MANSA BANK
- Cláudia CONCEIÇÃO / Directrice, Zone Sud de l'Afrique, IFC
- Adamu LAWANI / Directeur exécutif, Zenith Bank

Modérateur

- Julians AMBOKO / Rédacteur en chef économie, Nation Media Group

Panel | Climat et marchés obligataires : comment construire l'arsenal africain de la finance durable ?

En 2024, l'Afrique a représenté moins de 1 % des émissions mondiales d'obligations vertes, sociales et durables (GSS), avec un volume en recul à 1,35 milliard USD. Si le Maroc a émis sept green bonds et le Gabon un debt-for-nature swap innovant, la majorité des opérations restent ponctuelles, peu reproductibles, et déconnectées des stratégies de financement du développement. Les GSS restent marginales, et peinent à mobiliser l'épargne institutionnelle domestique, freinées par l'absence de taxonomie régionale, la volatilité du change et un manque d'incitations. Comment structurer une offre à grande échelle, adaptée aux priorités nationales et aux besoins réels du continent ?

Points clés :

- Zones côtières, ports, adaptation, social, comment structurer des instruments adaptés aux risques climatiques spécifiques (au-delà des seuls green bonds) ?
- Quel rôle pour la finance islamique – notamment via les green sukuk – dans le financement d'infrastructures climato-compatibles ?
- Quels mécanismes d'incitation (garanties, incitations fiscales, standardisation) et quelle stratégie pipeline pour dépasser les projets pilotes ?

Speakers

- Dr. George Agyekum DONKOR / Président, Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)
- Djalal KHIMDJEE / Directeur Général Délégué, Proparco
- Serge EKUE / Président, BOAD
- Said IBRAHIMI / CEO, Casablanca Finance City Authority
- Mehdi TAZI RIFFI / CEO, Tanger Med
- Laila NORDINE / Directrice principale, Finance durable, Groupe des institutions financières, IFC

Expert

- Souad EL OUAZZANI / Associée, Forvis Mazars

Modérateur

- Eden HARRIS / Envoyée spéciale pour Connecting Africa, Financial Times

Panel | Le passeport réglementaire est-il la solution pour faciliter la conformité transfrontalière et stimuler l'innovation à la fois ?

L'innovation financière en Afrique est freinée par la fragmentation du continent, qui abrite 54 juridictions aux régimes de conformité hétérogènes. Obtenir une licence fintech peut coûter jusqu'à 2?millions?\$ par pays, et les divergences en matière de KYC, de lutte contre le blanchiment d'argent et de protection des données entravent les services numériques transfrontaliers. Le passeport réglementaire, qui délivre une seule licence valable sur plusieurs marchés, pourrait éliminer ces obstacles et réduire les coûts. Alors qu'un projet pilote entre le Ghana et le Rwanda donne déjà des résultats prometteurs, les pays hors des blocs UEMOA ou CEMAC pourront-ils s'en inspirer ? Comment ce passeport peut-il contribuer à une supervision plus intelligente et coordonnée??

Points clés :

- Accord Ghana–Rwanda : comment a-t-il vu le jour et quelles sont les attentes
- Fintechs, télécoms et acteurs de la banque digitale : qu'attendent-ils d'un passeport réglementaire pleinement opérationnel ?
- Quelles plateformes peuvent promouvoir le passeport, et comment les régulateurs peuvent-ils protéger leurs fintechs locales ?

Speakers

- Erwan GELEBART / CEO, AXIAN Open Innovation & Fintech
- Oumar BARRY / CEO, Cauridor
- Valence KIMENYI / Directeur du Développement et de l'Inclusion du Secteur Financier, National Bank of Rwanda
- Imane CHARIOUI / Directrice Afrique Francophone, ZEPZ (Worldremit & Sendwave)

Modérateur

- Mayowa KUYORO / Associée et responsable de la Fintech et des paiements pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, McKinsey & Company

Panel | Exposition aux chocs technologiques, climatiques et alimentaires : comment rendre l'industrie africaine de l'assurance résiliente ?

En Ouganda, une cyberattaque a coûté 16 M \$ à la Banque centrale. Au Maroc, une fuite de données de la CNSS a révélé de nombreuses informations privées. Un peu partout, des épisodes El Niño ont eu de graves impacts sur la sécurité alimentaire : face à ces risques croissants, le secteur de l'assurance africain doit impérativement se renforcer. L'industrie de l'assurance africaine est-elle en mesure d'assumer de telles pertes ? Comment gouvernements et marchés de capitaux peuvent-ils contribuer à renforcer la capacité de souscription des assureurs ?

Points clés :

- Subventions aux primes, clients de référence, renforcement de la réassurance et des modèles nationaux de risque : comment gouvernements et régulateurs peuvent-ils améliorer la résilience du système??
- En développant la titrisation d'assurance ou les obligations catastrophes, quel rôle les marchés financiers peuvent-ils jouer, et cela peut-il s'étendre aux cyber-risques ?
- Partenariats technologiques et nouvelles collaborations : comment garantir que l'assurance paramétrique, reposant sur des données satellites et capteurs, corresponde réellement aux pertes sur le terrain??

Speakers

- Gildas N'ZOUBA / Directeur Zone Côte d'Ivoire & Directeur Général des sociétés SUNU Assurances Côte d'Ivoire, Groupe SUNU
- Bachir BADDOU / Vice Président, Fédération Marocaine d'Assurance (FMA)
- Mamadou DEME / Directeur des Assurances, Ministère des Finances et du Budget
- Hope MURERA / CEO, ZEP-RE

Expert

- Sana ATTIG / Directrice de l'assurance, Afrique francophone, Deloitte

Modérateur

- Kenneth IGBOMOR / Rédacteur Marchés, Afrique de l'Ouest, CNBC Africa

Strategic Roundtable | Ressources naturelles : comment renforcer l'autonomie africaine dans le pétrole, le gaz et les mines ?

L'Afrique possède d'immenses réserves de pétrole, de gaz et de minéraux, mais les entreprises locales sont trop souvent cantonnées à des rôles secondaires tels que la sous-traitance. En cause, le manque de financements notamment, qui les empêche de gérer des projets de plus grande envergure. Pour qu'elles prennent enfin leur place dans l'exploration et la production, le soutien stratégique des institutions financières africaines est essentiel. Des pays comme le Nigeria, le Maroc ou l'Afrique du Sud montrent la voie avec des réformes audacieuses et des modèles de financement novateurs. Mais comment les autres pays peuvent-ils rattraper leur retard ? Cette table ronde réunira financiers et industriels africains pour explorer comment transformer les ressources naturelles du continent en atouts économiques durables.

Points clés :

- Réglementation, risques de change et dollarisation : comment lever les freins à l'investissement des institutions financières africaines dans les acteurs énergétiques locaux ?
- De quelle manière le secteur financier africain peut-il mieux répondre aux besoins spécifiques des entreprises extractives locales ?
- Quelles politiques de contenu local mettre en place pour orienter davantage de financements vers les entreprises africaines ?

Président(e)

- Amina BENKHADRA / CEO, National Office of Hydrocarbons and Mines (ONHYM)

Speakers

- Bydon LONGWE / Broader Africa CEO, FirstRand Bank
- Diaretou Madina DIENG / Présidente Afrique Francophone et îles, Schneider Electrics

Modérateur

- Mustapha MOURAHIB / Associé gérant, Casablanca, et co-responsable du groupe Afrique, Clifford Chance

Panel | Gestion des réserves de change par les banques africaines : levier de souveraineté ou risque majeur ?

Alors que la quête de souveraineté financière s'intensifie, certains États africains envisagent de confier leurs réserves de change à des banques commerciales panafricaines (plutôt qu'à des institutions internationales) et de responsabiliser les banques locales dans la couverture du risque de change. Ces mesures visent à réduire la dépendance aux infrastructures financières offshore et à rapatrier des réserves jusqu'ici investies majoritairement en obligations américaines, européennes ou chez des banques étrangères. Mais les banques nationales respectent-elles suffisamment les normes de solvabilité, de compensation et de gouvernance requis pour garantir la sécurisation de ces actifs souverains ? Le rapatriement des réserves est-il une opportunité stratégique ou pari risqué ?

Points clés :

- Quels cadres réglementaires mettre en place pour permettre aux banques africaines de premier rang de détenir et gérer les réserves de change nationales ?
- Quelles stratégies spécifiques les banques peuvent-elles adopter pour gérer et allouer ces réserves dans un cadre réglementaire conjuguant conformité et gestion des risques maîtrisée ?
- Accords régionaux de swap, mutualisation des réserves, PAPSS : comment les banques centrales peuvent-elles atténuer l'exposition des banques commerciales aux risques de change ?

Speakers

- Aivo ANDRIANARIVELO / Gouverneur, Central Bank Madagascar
- Olusegun ALEBIOSU / Directeur Général & CEO, FirstBank Group
- Jean Pierre GODEME / CEO, Madupay
- Jean-Claude Kassi BROU / Gouverneur, BCEAO

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

Strategic Roundtable | Dette en monnaie locale : lever les freins à la souveraineté monétaire africaine

Les marchés de dette en monnaie locale sont essentiels à la souveraineté monétaire et à la résilience budgétaire de l'Afrique. Pourtant, hors Afrique du Sud et Nigeria, moins de 15% des émissions souveraines (2015–2023) sont libellées en monnaie locale, contre 89% en Asie pour les obligations d'entreprise. La faiblesse de la base d'investisseurs domestiques, la fragmentation réglementaire et la volatilité freinent le développement de ces marchés. Mais avec des rendements supérieurs à 10%, une demande croissante de diversification et un dollar plus faible, le momentum est là. Quelles innovations — digitales, réglementaires, structurelles — permettront enfin un véritable essor panafricain ?

Points clés :

- Comment développer les marchés de dette locaux afin que les États et les entreprises privées puissent tous deux accéder au capital ?
- Quels outils de structuration (rehaussement de crédit, émission digitale) pour élargir la base d'investisseurs ?
- Quels cadres régionaux pour faciliter les émissions transfrontalières et mutualiser le risque ?

Speakers

- Cristina DIAS LOURENÇO / CEO, Bourse de valeurs de l'Angola (BODIVA)
- Chinua AZUBIKE / CEO, InfraCredit
- Aristide OUATTARA / Vice-président Stratégie & Opérations, Lilium Group - Vista Bank
- Rony LAM / CEO, MCB Capital Markets
- David DAMIBA / Associé Gérant et Co-CEO, Kasada Capital Management
- Mohamed Amine MAAMRI / Président de l'APSB et Directeur Général de, CDG Capital Bourse
- Gokhan KONT / FIG Directeur régional, Afrique du Nord, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest anglophone, IFC

Modérateur

- Olivier NOEL / Secrétaire Général, AFIS

Strategic Roundtable | Un levier vital pour les PME : Libérer le potentiel du financement de la supply chain

Le financement des chaînes d'approvisionnement (FCA), en plein essor en Afrique, pourrait fournir un fonds de roulement crucial au développement des PME. Dans des pays comme l'Égypte, le Kenya, le Maroc ou le Nigéria, son potentiel de marché est estimé à plus de 8 % du PIB. Malgré l'intérêt croissant des acteurs publics et privés pour le FCA en Afrique, son développement reste freiné par un manque de sensibilisation, une digitalisation encore limitée et un cadre réglementaire peu adapté. Les volumes restent largement inférieurs à ceux observés dans d'autres régions. Cette table ronde réunissant les acteurs du FCA débat des leviers à activer pour accélérer son développement.

Points clés :

- État des lieux, opportunités et obstacles liés au FCA en Afrique : comment faire pencher la balance en faveur de l'expansion ?
- Comment les acteurs des secteurs public et privé peuvent-ils faire progresser le FCA, et quelles sont les possibilités de collaboration pour stimuler la croissance ?
- Quelles leçons tirer des marchés comme le Mexique, l'Inde ou la Turquie, et des clés de leur réussite ?

Speakers

- Ferdinand ZAUMU / Directeur Général, Solutions de Financement du Commerce et du Fonds de Roulement, Responsable Moyen-Orient et Afrique, Citi
- Alexander KEMPER / Fondateur et CEO , C2FO
- Olukayode AKINBINU / Directeur Groupe – Filiales Internationales et Expansion des Marchés, Zenith Bank
- Houda EL KOHEN / Directrice Générale, Attijari Factoring

Modérateur

- Wagner ALBUQUERQUE DE ALMEIDA / Directeur Mondial de l'Industrie, Fabrication, Agro-industrie et Foresterie, IFC

Des ports secs aux eaux profondes: comment mieux financer les corridors intérieurs et l'accès au commerce pour les pays enclavés ?

Avec 16 pays enclavés, l'Afrique doit impérativement investir dans les corridors commerciaux reliant l'intérieur du continent aux ports maritimes. Ces infrastructures sont coûteuses – le corridor de Lobito, par exemple, nécessite jusqu'à 2,3 milliards de dollars – et l'intégration des routes commerciales intra-africaines aux marchés mondiaux reste complexe. Pourtant, des modèles innovants de financement mixte émergent, comme le projet de 157 millions d'euros de la BAD pour moderniser les liaisons routières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Les ports marocains de Tanger Med et Nador West Med deviennent aussi des portes d'entrée stratégiques vers les corridors intérieurs. Comment les gouvernements, bailleurs de fonds et investisseurs peuvent-ils financer ces axes tout en définissant cadres réglementaires, accords transfrontaliers et modèles de gouvernance

Points clés :

- Obligations souveraines, financement mixte, SPV : comment financer ces corridors ?
- Quelles liaisons routières ou ferroviaires ont un besoin urgent de financement pour leur construction ou leur réhabilitation ?
- Comment la coopération régionale et l'harmonisation des politiques peuvent-elles accélérer le développement des corridors commerciaux intérieurs ?

Speakers

- Nabil TAHARI / Directeur Général, IB Holding
- Heike HARGART / Directrice Générale, Afrique Sub-Saharienne, EBRD
- Obaid AMRANE / CEO, Ithmar Capital
- Chukwuerika ACHUM / CEO, Falcon Aerospace

Expert

- Yasmina ASRARGUIS / Département d'études sur le Proche-Orient | Chercheur invité, Princeton University

Modérateur

- Abdelmalek ALAOUI / CEO, Guepard Group

Panel | AfCFTA, PAPSS & AELP : comment les initiatives panafricaines peuvent-elles mieux répondre aux attentes des institutions financières ?

Les initiatives phares d'intégration africaine (AfCFTA, PAPSS, AELP) promettent une meilleure connectivité financière. Toutefois, le Baromètre Deloitte?AFIS révèle que la majorité des acteurs anticipent un impact «?limité?», s'expliquant notamment par la fragmentation réglementaire, les disparités en matière d'infrastructures numériques ou la réticence à utiliser des monnaies locales volatiles sans couverture. À l'aube du lancement d'un 'African Currency Marketplace', de la carte PAPSS et de l'extension de l'AELP aux places boursières, quelle coordination réglementaire pourrait catalyser une adoption massive de ces plateformes par les institutions financières africaines??

Points clés :

- Quelles actions supplémentaires l'AfCFTA peut-elle entreprendre pour harmoniser les cadres réglementaires et encourager les banques ainsi que les acteurs des marchés de capitaux à exploiter pleinement l'AELP et le PAPSS pour le trading transfrontalier??
- Dépendance au dollar : quel est le volume réel des transactions échangées via PAPSS et AELP, et les institutions financières sont-elles vraiment prêtes à utiliser les monnaies locales??
- Comment l'AfCFTA, le PAPSS et l'AELP peuvent-ils collaborer pour développer des outils efficaces de gestion de la volatilité des changes et instaurer la confiance dans les règlements en monnaies locales??

Speakers

- Lina TONUI / Directrice de projet, African Exchanges Linkage Project (AELP)
- Brahim BENJELLOUN TOUIMI / Président du Conseil d'Administration, Bourse de Casablanca

Modérateur

- Patrick COOKE / Responsable du Moyen-Orient et de l'Afrique, Euromoney

De la promesse à l'impact : Quand l'IA change vraiment le métier d'assureur...

L'intelligence artificielle transforme en profondeur le secteur de l'assurance : distribution, tarification, gestion des sinistres et même investissements. Si près de 70 % des assureurs américains ont déjà commencé à intégrer l'IA, son adoption reste encore limitée en Afrique. Des pionniers africains comme Old Mutual et Britam ouvrent la voie, en expérimentant des chatbots capables de proposer des recommandations personnalisées, ou en soutenant des Insurtechs qui améliorent la souscription, la modélisation des risques et la lutte contre la fraude. Cette table ronde réunira assureurs, réassureurs et acteurs technologiques pour distinguer les domaines où l'IA apporte un réel avantage compétitif — et ceux qui relèvent encore davantage du discours que de la pratique.

Points clés :

- Améliorer l'expérience client grâce à l'IA : quelles solutions fonctionnent vraiment, et quelles implications réglementaires en découlent ?
- Optimiser l'efficacité interne : quels gains concrets dans la refonte du modèle opérationnel, la modélisation des risques et la gestion des investissements ?
- Développer les compétences en IA : externaliser, miser sur l'Insurtech ou investir dans la formation et le recrutement ?

Speakers

- Henry MASCOT / Fondateur & CEO, Curacel
- Gilles FROMAGEOT / CEO, AXA Assurance Maroc
- Najwa EL IRAKI / Directrice Générale, Lloyd's Casablanca

Modérateur

- Mohamed Ali JEBIRA / Associé Advisory, Deloitte

Strategic Roundtable | Blockchain, IA et cyber-résilience : faire progresser l'e-KYC, la détection de la fraude et l'innovation numérique

En Afrique du Sud, le détournement de 175 millions de rands de subventions sociales via des comptes bancaires frauduleusement ouverts à partir de données volées a mis en lumière les graves failles des systèmes d'identité numérique sur le continent. À mesure que les deepfakes, usurpations d'identités, et identités synthétiques se perfectionnent, la fraude devient une menace pour les fintechs, opérateurs de mobile money et banques traditionnelles. Les gouvernements réagissent – déploiement d'un système e-KYC open source par la Zambie, d'une plateforme régionale d'identité biométrique par l'UEMOA, élargissement de l'accès aux services financiers via le système d'identité numérique (NIN) au Nigeria – mais ces initiatives doivent être renforcées par une véritable coordination régionale. Cette table ronde examinera comment bâtir des systèmes d'identité numérique sûrs, interopérables et durables.

Points clés

- Du pilote à la plateforme : faire évoluer l'e-KYC vers une infrastructure de confiance transfrontalière
- Renforcer la cyber-résilience : comment les institutions financières peuvent-elles utiliser l'IA et la blockchain ?
- Sortir de la fragmentation : construire des standards communs de régulation pour une interopérabilité à l'échelle du continent ?

Président(e)

- S.E. Mark-Alexandre DOUMBA / Minister of Digital Economy and Innovation, Gabonese Republic

Speakers

- Roch GUINKO / CEO, SUNU DigiTech
- Chris MAURICE / CEO, Yellow Card
- Ali EL AZZOUZI / CEO, Dataprotect
- Fintan BYRNE / CEO, CR2
- Aymen DAOUD / Vice-président régional, Afrique, Backbase
- John DANFULANI / Secrétaire exécutif, KADRIMA

Modérateur

- Mossaab EL YOUSSEFI / Directeur - Responsable Conseil Technologie, Deloitte

Women In Finance – Panel | L'effacement de l'aide : quel avenir pour le financement des PME et fintechs dirigées par des femmes ?

La baisse annoncée de 31 milliards de dollars de l'aide mondiale cette année menace les systèmes de crédit et de soutien aux PME et fintech dirigées par des femmes. Environ 2 % du financement des startups africaines (~10 M\$) a été attribué à des fondatrices au premier trimestre, dans un contexte de déficit de financement estimé à 49 milliards de dollars pour les entreprises détenues par des femmes. Malgré ce manque de financement, certaines réussissent : en 2025, Naked (Afrique du Sud) a levé 38 M\$, et Pula (Kenya) 10 M\$ pour assurer les petits exploitants agricoles. Face à l'incertitude géopolitique mondiale, comment les institutions financières africaines peuvent-elles combler ce vide ?

Points clés?:

- Comment les banques et assureurs africains peuvent-ils concevoir des instruments durables pour financer les PME et fintech féminines??
- Quel rôle l'innovation fintech et insurtech (mobile money, scoring alternatif) peut-elle jouer pour élargir l'accès au financement??
- Quel soutien attendre des IFI et de l'aide souveraine pour développer l'entrepreneuriat féminin??

Speakers

- Daniel NNOMO NTI / Directeur du portefeuille – Développement commercial, African Guarantee Fund
- Elizabeth Kibirige NAMUGENYI / Directrice des Partenariats et du Financement Combiné, IFC
- Josephine ANAN-ANKOMAH / Directrice exécutive régionale Afrique centrale, de l'Est et Australe (CESA) & directrice générale Ecobank Kenya, Ecobank

Modérateur

- Alice SEE / Rédactrice en Chef , Alice See Consulting

Panel: Gouverneurs de banques centrales | Nouvelle architecture mondiale : où l'Afrique peut-elle se tourner pour obtenir les financements dont elle a besoin ?

“Le monde, tel que nous le connaissons a changé pour l'aide, le commerce et le développement” a déclaré récemment la Directrice Générale de l'OMC. Cette année, l'Afrique subsaharienne fait face à une baisse de 16 à 28 % de l'aide publique au développement, une pression accrue des droits de douane, et une crise aiguë de liquidité et de devises pour les banques commerciales. Alors que le service de la dette extérieure a atteint un record de 89 milliards de dollars l'an passé, où trouver les financements nécessaires, notamment pour les PME, la transition verte, les infrastructures numériques et les projets de santé ? Les gouverneurs des principales économies africaines débattent des leviers de résilience interne.

Points clés:

- Comment les banques centrales peuvent-elles stimuler la mobilisation des ressources nationales ?
- Comment garantir un accès fiable aux devises fortes pour les PME ?
- Nouvelle géopolitique financière : quelles opportunités pour les capitaux du Moyen-Orient et d'Asie par rapport aux sources occidentales ?

Speakers

- Jean-Claude Kassi BROU / Gouverneur, BCEAO
- Manuel Antonio Tiago DIAS / Gouverneur, Banco Nacional de Angola
- Johnson P. ASIAMA / Gouverneur, Bank of Ghana
- Michael ATINGI-EGO / Gouverneur, Banque Centrale d'Ouganda

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste, CGTN/Bloomberg